ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mars 2025

VISANT À HARMONISER LE MODE DE SCRUTIN AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES AFIN DE GARANTIR LA VITALITÉ DÉMOCRATIQUE, LA COHÉSION MUNICIPALE ET LA PARITÉ - (N° 1106)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL14

présenté par
M. Dive et M. Brigand

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 2, substituer au nombre :

« 1 000 »

le nombre :

« 3 500 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le seuil de 3 500 habitants, historiquement reconnu dans le droit électoral, constitue un repère plus pertinent pour distinguer les communes où l'exercice simultané de responsabilités locales et parlementaires peut poser problème. Il permet ainsi de préserver l'engagement local des parlementaires dans les territoires ruraux, sans renoncer à l'objectif de limitation du cumul dans les communes de taille plus importante.